

TABLEAU DES PRINCIPALES DECISIONS RENDUES EN MATIERES DE LIBERTES FONDAMENTALES EN 2017 ©1anpourleCRFPA

- Les principales décisions sont ici listées mois par mois.
- La colonne « JURIDICTION » informe au maximum le numéro de pourvoi ou de décision :
 - En **Bleu** : les juridictions de l'ordre judiciaire
 - En **Vert** : les juridictions de l'ordre administratif
 - En **Rouge** : la CEDH / CJUE
 - En **Violet** : le Conseil Constitutionnel
- **RAPPEL IMPORTANT** : Ce tableau comprend **les principales décisions** importantes et à connaître pour le Grand Oral 2017. Il ne peut valablement constituer un rappel exhaustif de toutes les décisions rendues en 2017 dans les différents ordres de juridictions.

NOVEMBRE 2016 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
3/11/2016	COUR DE CASSATION , Chambre criminelle n° 15-85.548	CONTROLE D'IDENTITE	Un contrôle d'identité motivé par l'appartenance ethnique, réelle ou supposée, de la personne contrôlée, en connaissance de l'article 14 de la CEDH est nul.

DECEMBRE 2016 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
13/12/2016	COUR DE CASSATION, n° 16-84.794 et n° 16-82.176	PERQUISITION ADMINISTRATIVE / ETAT D'URGENCE	Au terme de l'article 111-5 du Code pénal, la chambre de l'Instruction est compétente pour apprécier la légalité des ordres de perquisition administrative du Préfet pris dans le cadre de l'état d'urgence lorsque, de cet examen, dépend la solution du procès pénal.
16/12/2016	CONSEIL D'ETAT, COMMUNE DE MANTES LA JOLIE, req n° 403738	MESURE DE POLLICE	Le C.E refuse de renvoyer au C.Constitutionnel une QPC fondée sur l'article L 2223-3 du CGCT qui fixe la liste des personnes ayant droit à une sépulture dans le cimetière d'une commune. Ainsi, par

			ce refus, la haute juridiction administrative admet qu'un maire puisse refuser une sépulture à un terroriste.
17/12/2016	TA LYON	LAICITE /	Pas de situation d'urgence justifiant le prononcé de la suspension immédiate de l'exécution de la décision du Président du Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes d'installer une crèche de la nativité au sein de l'hôtel de région
21/12/2016	CJUE, Aff. C-203/15	CONSERVATION DE DONNEES / NUMERIQUE/ VIE PRIVEE	Le droit de l'UE « s'oppose à une réglementation nationale prévoyant, à des fins de lutte contre la criminalité, une conservation généralisée et indifférenciée de l'ensemble des données relatives au trafic et des données de localisation de tous les abonnés et utilisateurs inscrits concernant tous les moyens de communication électronique »
23/12/2016	CONSEIL D'ETAT	DETENTION / VIE EN PRISON	Le juge des référés rejette deux recours relatifs aux conditions de détention dans les maisons d'arrêt d'Ajaccio et de Tours
29/12/2016	CONSEIL CONSTITUTIONNEL	TAXE GOOGLE	Le Conseil Constitutionnel censure l'article instaurant la « taxe Google » dans le projet de loi de finances 2017

JANVIER 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
10/01/2017	CEDH , OSMANOGLU ET KOCABAS C/SUISSE Req n° 29086/12	BURKINI / DROIT DE MANIFESTER SA RELIGION	La Cour européenne des droits de l'homme juge qu'en préférant autoriser deux jeunes filles à suivre des cours de natation en burkini plutôt qu'en acceptant de les en dispenser, la Suisse ne porte pas une atteinte disproportionnée au droit de manifester sa religion mais poursuit le but légitime d'une intégration réussie.
17/01/2017	CEDH, 3^{ème} section, A.H et autres c/ RUSSIE n° 6033/13	DROIT A LA VIE PRIVEE ET FAMILIALE	L'interdiction faite aux citoyens américains d'adopter des enfants Russes constitue une discrimination fondée sur la nationalité en contradiction avec le droit à la vie privée et familiale protégé par l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme
19/01/2017	CEDH : Arrêt « LABORIE C/France »	GPA	Condamnation de la France pour obstacle à la reconnaissance juridique du lien de filiation
24/01/2017	QPC n° 2016-606/607 CONSEIL CONSTITUTIONNEL du 24 Janvier 2017		Le Conseil constitutionnel vient encadrer la pratique des contrôles d'identité sur réquisitions du procureur de la République dis "contrôles au facies". Le Conseil constitutionnel a précisé que la mise en œuvre des contrôles d'identité confiés par la loi à des autorités de police judiciaire doit s'opérer en se fondant exclusivement sur des critères excluant toute discrimination de quelque nature que ce soit entre les personnes.
24/01/2017	CEDH, PARADISO ET CAMPANELLI C/Italie req n° 25358/12	GPA / ELOIGNEMENT DE L'ENFANT / RECONNAISSANCE DE LA FILIATION	Arrêt de Grande Chambre à lire je pense (Voir le communiqué de Presse sur le site) (!) : La Cour a estimé que les autorités italiennes n'ont pas donné assez de poids à l'intérêt supérieur de l'enfant face aux considérations d'ordre public . En effet, elles ont décidé d'éloigner l'enfant et de le mettre sous tutelle au motif qu'il n'avait aucun lien biologique avec les requérants et que ces derniers étaient dans l'illégalité

FEVRIER 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
01/02/2017	COUR DE CASSATION , Ch.Sociale n° 16-10.459	LICENCIEMENT DISCRIMINATOIRE	Afin d'être habilité à dresser des PV, un agent de contrôle de la RATP a l'obligation de prêter serment devant la justice. Procédure prévue par la loi du 15 Juillet 1845. Parce que la requérante était chrétienne, elle refusa de « jurer ». L'employée a été licenciée. La Cour de cassation a finalement donné raison à la plaignante. Selon la Cour, le licenciement est nul et même discriminatoire puisque fondé sur les convictions religieuses.
10/02/2017	QPC CONSEIL CONSTITUTIONNEL	CONSULTATION DE SITES DJIHADISTES	Le Conseil Constitutionnel déclare contraire à la loi fondamentale, un article de la loi du 03 Juin 2016 sanctionnant le délit de consultation « habituelle » de sites djihadistes au motif que le dispositif n'avait pas prévu d'apporter la preuve de la manifestation de l'adhésion à l'idéologie du site par l'utilisateur.
14/02/2017			Les députés rétablissent le délit de consultation de sites djihadistes
21/02/2017	CEDH, « RUBIO DOSAMANTES C/France »	ATTEINTE A LA VIE PRIVEE	Condamnation sur le fondement de l'atteinte à la vie privée d'une chanteuse connue en Espagne sous le nom de Paulina Rubio dans le cadre de diverses émissions TV ayant traitée de son orientation sexuelle.
27/02/2017	LOI n° 2017-242		Loi portant réforme de la prescription en matière pénale

MARS 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
03/03/2017	CONSEIL D'ETAT n° 401295	PREJUDICE D'ANXIETE	Le préjudice d'anxiété reconnu pour certains ouvriers d'Etat exposés à l'amiante.
06/03/2017	COUR D'APPEL RENNES n° 16/00393	TRANSCRIPTION ACTES DE NAISSANCE / GPA	Les juges du fond autorisent la transcription des actes de naissances ghanéens de trois enfants nés de mères porteuses alors que ces actes mentionnent la mère d'intention et non celle qui a accouché. A savoir : la décision a fait l'objet d'un pourvoi en cassation.
10/03/2017	PUBLICATION		Publication d'un rapport d'activité du défenseur des droits dénonçant l'insuffisance des moyens dédiés à la protection de l'enfance depuis la prévention jusqu'à la prise en charge des jeunes majeurs.
14/03/2017	CJUE	LAICITE / VOILE AU TRAVAIL	Une entreprise peut interdire dans son règlement intérieur le port visible de signes religieux comme le foulard islamique. Cette règle interne d'une entreprise « <i>ne constitue pas une discrimination directe</i> ». La CJUE s'en remet aux Etats membres sur cette question.
15/03/2017	COUR DE CASSATION, Civ 1^{ère} n° 16-10.525		Un avocat nommé magistrat par décret garde sa qualité d'avocat tant qu'il n'a pas prêté serment.
16/03/2017	QPC CONSEIL CONSTITUTIONNEL n° 2017-624 du 16 MARS 2017	ASSIGNATION A RESIDENCE	Le Conseil constitutionnel juge que les dispositions prévoyant l'autorisation préalable du Conseil d'Etat pour prolonger une mesure d'assignation à résidence au delà de 12 mois méconnaît le principe d'impartialité et le droit d'exercer un recours juridictionnel effectif. Pour simplifier : Le Conseil Constitutionnel

			admet que les assignations à résidence puissent durer plus de 12 mois mais ce n'est pas au Conseil d'Etat d'autoriser ces prolongations à priori sans porter atteinte au droit d'exercer un recours juridictionnel effectif.
22/03/2017	TA LILLE, Ord. n° 1702397		Suspension des arrêtés interdisant la distribution de repas aux migrants
30/03/2017	CEDH « CHOWDURY ET AUTRES C/GRECE »	TRAVAIL FORCE / MIGRANTS	Arrêt de chambre : des migrants soumis à du travail forcé et à la traite des êtres humains n'ont pas bénéficié d'une protection efficace de la part de l'Etat Grec. Violation de l'article 4§2 (interdiction du travail forcé) de la Convention Européenne des Droits de l'Homme

AVRIL 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
03/04/2017	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL MARSEILLE	CRECHE / LAICITE	La CAA annule une décision du Maire de Béziers, Robert Ménard, qui avait installé une crèche dans l'enceinte de l'Hôtel de Ville durant la période de Noël 2014. La CAA applique la JP du Conseil d'Etat de Novembre 2016
06/04/2017	CEDH	CHANGEMENT DE SEXE	Condamnation de la France : « le fait de conditionner la reconnaissance de l'identité sexuelle des personnes transgenres à la réalisation d'une opération ou d'un traitement stérilisant qu'elle ne souhaitent pas subir » constitue une violation de leur droit au respect de la vie privée.

MAI 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
04/05/2017	COUR DE CASSATION, Civ 1^{ère}, n° 16-17.189	SEXE NEUTRE	La question posée à la Cour de Cassation était de savoir si la mention « sexe neutre » pouvait être inscrite dans les actes de l'état civil. Réponse de la Cour : « la loi ne permet pas de faire figurer dans les actes de l'état civil l'indication d'un sexe neutre autre que masculin ou féminin »

JUIN 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
02/06/2017	QPC CONSEIL CONSTITUTIONNEL	DROIT A LA VIE	Toute décision d'arrêt ou de limitation des traitements de maintien en vie doit être « <i>notifié aux personnes auprès desquelles le médecin s'est enquis de la volonté du patient, dans des conditions leur permettant d'exercer un recours en temps utile</i> ».
01/06/2017	CEDH, « GIESBERT ET AUTRES C/France »	LIBERTE D'EXPRESSION	La CEDH juge que les condamnations de l'hebdomadaire « Le Point », du directeur de la publication Franz-Olivier Giesbert et du journaliste Herve Gattegno, pour avoir publié des extraits d'actes d'une procédure pénale en cours, n'emportaient pas violation du droit à la liberté d'expression (le 10/02/2009, le Point avait publié des extraits de dépositions suite à l'affaire Bettencourt).
07/06/2017	COUR DE CASSATION, Ch. Crim n° 16-80.322	LIBERTE D'EXPRESSION	Marianne voilée en couverture de « Valeurs Actuelles » : pas de provocation à la haine sur le fondement de l'article 24 al 7 de la loi du 29 Juillet 1881.
20/06/2017	CJUE, Affaire C-670/16		Un demandeur d'asile peut contester la décision d'un Etat membre de le transférer vers un autre Etat membre au motif que la « requête de prise en charge » envoyée par le premier Etat membre n'a pas été présentée dans les délais prescrits par le droit de l'Union.
20/06/2017	CEDH « BAYEV ET AUTRES C/RUSSIE »	LIBERTE D'EXPRESSION	La législation russe interdisant la promotion de l'homosexualité est discriminatoire et porte atteinte à la liberté d'expression.
27/06/2017	AVIS	PMA	Le Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) se prononce en faveur d'une ouverture de la PMA aux couples de femmes et aux femmes seules qui souhaitent procréer sans partenaire masculin grâce à un don de sperme.
22/06/2017	PROJET DE LOI		Projet de loi relatif à l'état d'urgence / Projet de

			loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme
--	--	--	--

JUILLET 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
03/07/2017	CAA MARSEILLE	BURKINI / LAICITE / VETEMENT	La CAA de Marseille confirme le T.A de Bastia dans l'affaire dite du Burkini qui opposait la commune de Sisco à l'Association « Ligue des Droits de l'Homme ». La Ligue contestait un arrêté pris par un Maire du 16 Août 2016 visant à interdire sur les plages de la commune, jusqu'au 30 Septembre 2016, le porte de tenues vestimentaires manifestant de manière ostentatoire une appartenance religieuse. Dans son arrêt du 03/07/2017, la CAA estime que la décision du maire était adaptée aux risques avérés de troubles à l'ordre public.
05/07/2017	COUR DE CASSATION, Civ 1 ^{ère} 4 arrêts rendus le même jour (824,825,826,827)	GPA	1° En cas de GPA réalisée à l'étranger, l'acte de naissance peut être transcrit sur les registres de l'Etat civil français en ce qu'il désigne le père, mais pas en ce qu'il désigne la mère d'intention, qui n'a pas accouché 2° Une GPA réalisée à l'étranger ne fait pas obstacle, à elle seule, à l'adoption de l'enfant par l'époux de son père.
10/07/2017	CONSEIL D'ETAT	AFFAIRE VINCENT LAMBERT / FIN DE VIE / DROIT A LA VIE	Le rapporteur public estime que la procédure doit être recommencée depuis le début.
12/07/2017	COUR DE CASSATION, Ch. Soc. N° 15-26.262	DISCRIMINATION / PRINCIPE D'EGALITE ENTRE LES SEXES	L'attendu de la Cour de Cassation est limpide : « En application des articles L. 1142-4, L. 1143-1 et L. 1143-2 du code du travail, interprétés à la lumière de l'article 157, paragraphe 4, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, un accord collectif peut prévoir au seul bénéfice des salariées de sexe féminin une demi-journée de repos à l'occasion de la journée internationale pour les droits des femmes, dès lors que cette

			<i>mesure vise à établir l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en remédiant aux inégalités de fait qui affectent les chances des femmes ; que c'est dès lors à bon droit que la cour d'appel a statué comme elle l'a fait ; que le moyen n'est pas fondé » ; Cette mesure n'est pas discriminatoire vis-à-vis des hommes.</i>
13/07/2017	REFERE	LIBERTE D'EXPRESSION / PRESSE	Référé d'heure à heure visant à interdire la diffusion de Paris-Match publiant notamment sur une double page des photos de l'attentat de Nice
19/07/2017	CONSEIL D'ETAT	AFFAIRE VINCENT LAMBERT / FIN DE VIE / DROIT A LA VIE /	Le Conseil d'Etat juge illégale la suspension de la deuxième procédure d'examen de l'interruption des traitements de Monsieur Vincent Lambert. Le Conseil d'Etat affirme : « <i>il en résulte que le médecin actuellement en charge de M. Vincent LAMBERT devra à nouveau se prononcer sur l'engagement d'une procédure d'examen de l'arrêt des traitements de l'intéressé</i> ».
28/07/2017	CONSEIL D'ETAT	CONDITIONS DE DETENTION / PRISON /	<p>La Section Française de l'Observatoire International des Prisons (SFOIP) a demandé au juges des référés du T.A de Melun, statuant selon la procédure de référé-liberté d'enjoindre à l'administration de prendre un certain nombre de mesures d'amélioration des conditions de détention à la maison d'arrêt de FRESNES.</p> <p>Par une Ordonnance du 28/04/2017, ce dernier a partiellement fait droit aux demandes dont il était saisi. La SFOIP a fait appel de cette ordonnance devant le C.E en tant qu'elle ne faisait pas droit à l'intégralité de ses demandes.</p> <p>Par la décision du 28/07/2017, le C.E rejette l'appel. Il estime qu'il n'appartient pas au juge du référé-liberté (procédure de l'article L 521-2 du CJA), qui est un juge de l'urgence dont les mesures doivent produire des effets à brève échéance, d'ordonner à l'administration de prendre des mesures structurelles telle que la</p>

			réalisation de travaux lourds... »
28/07/2017	CONSEIL D'ETAT n° 390740	LAICITE / ENTREPRISE PRIVEE	« Lorsque les élèves infirmiers effectuent leur stage dans une entreprise privée ne gérant pas un service public, ils doivent respecter, le cas échéant, les dispositions du règlement intérieur de cette entreprise qui fixent les conditions dans lesquelles ses agents peuvent faire état de leurs croyances religieuses ».
31/07/2017	CONSEIL D'ETAT	ACCUEIL DES MIGRANTS	Conditions d'accueil des migrants à Calais : le Conseil d'Etat rejette les appels du Ministère de l'intérieur et de la Commune.

AOUT 2017

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
04/08/2017	QPC CONSEIL CONSTITUTIONNEL n° 2017-652	DROIT A LA VIE PRIVEE / SURVEILLANCE NUMERIQUE	Le Conseil constitutionnel a censuré vendredi 4 août une disposition du code de la sécurité intérieure (l'article L 851-2 du Code de Sécurité Interieur) qui permet aux services de renseignement le recueil des données de connexion de l'entourage des personnes en lien avec la menace terroriste.
13/08/2017	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE STRASBOURG	LIBERTE D'EXPRESSION	Le Tribunal Administratif ordonne la suppression immédiate des silhouettes féminines de Dannemarie
18/08/2017			Adeline Hazan , contrôleur général des lieux de privation de liberté a plaidé pour que les détenus soient autorisés à utiliser des téléphones bridés. Quelques jours plus tard, la Ministre de la Justice, Garde des Sceaux dit qu'elle ne s'y oppose pas.
28/08/2017			Création d'un nouveau fichier baptisé ACCReD permettant aux policiers et gendarmes de consulter d'autres fichiers pour autoriser ou non à certaines personnes l'accès aux sites sensibles. (installations nucléaires)
29/08/2017	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DIJON	MENUS DE SUBSTITUTION	Le T.A annule la décision de la municipalité de Chalon-sur-Saône qui avait supprimé depuis 2015 les menus de substitutions au porc dans les cantines.

SEPTEMBRE 2017 :

DATE	JURIDICTION	MOTS CLEF	RESUME
02/09/2017	CONSEIL D'ETAT	LIBERTE D'EXPRESSION	Le C.E annule l'Ordonnance prescrivant le retrait des silhouettes féminines installées dans la Commune de Dannemarie. Ces silhouettes ne portent pas atteinte à une liberté fondamentale.
05/09/2017	CEDH « BARBULESCU C/ROUMANIE	SURVEILLANCE DES COMMUNICATIONS NUMERIQUES AU TRAVAIL	Le licenciement d'un salarié fond sur la surveillance de ses communications numériques est jugé contraire à la ConvEDH et notamment à l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale, du domicile et de la correspondance).
13/09/2017	COUR DE CASSATION, Civ 1 ^{ère} , 16-22.967	ETAT D'URGENCE / CONTROLE D'IDENTITE	Attendu de la Cour de Cassation : « la référence abstraite au plan Vigipirate et à l'état d'urgence ne permettait pas, à elle seule, de justifier le contrôle d'identité, en l'absence de circonstances particulières constitutives d'un risque d'atteinte à l'ordre public »
14/09/2017	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE NANCY	FIN DE VIE	Le TA de NANCY suspend la décision d'arrêter les soins d'une adolescente tombée dans le coma après un arrêt cardiaque.
18/09/2017	ACTUALITE	DROIT A LA VIE PRIVEE	La plainte d'Emmanuel Macron contre un Paparazzi est classée sans suite. Aucune infraction n'a donc été constituée. Un revers pour le droit à la vie privée ?
19/09/2017	CEDH, 19/09/2017 « REGNER CONTRE REPUBLIQUE TCHEQUE »	PROCES EQUITABLE / SECRET DEFENSE ET CORRESPONDANCES	Dans l'affaire Regner c. République tchèque , la Cour a conclu à la non-violation du droit à un procès équitable. Le requérant se plaignait de ne pas avoir

			bénéficié d'un procès équitable parce qu'il n'avait pas pu prendre connaissance d'un élément de preuve déterminant, qualifié d'information confidentielle, au cours de la procédure qu'il avait intentée pour contester le retrait de son attestation de sécurité.
21/09/2017	TRIBUNAL CORRECTIONNEL	DIFFAMATION	Relaxe de Sandra Bertin, policière ayant affirmée avoir été « harcelée » le 15 Juillet 2016 à Nice pour modifier son rapport sur les faits s'étant déroulés la veille, 14 juillet 2016, à Nice. Elle a été relaxée sur le fondement de la bonne foi. Le ministère public avait requis la relaxe en précisant que si ses propos étaient incontestablement diffamatoires, il estimait qu'au regard du contexte de tension et de fébrilité qui régnait après le drame, M ^{me} Bertin avait pu se tromper de bonne foi sur la nature de l'intervention des fonctionnaires de police.
23/09/2017	ORDONNANCES	DROIT DU TRAVAIL	Les 5 Ordonnances réformant le Code du Travail sont publiées au Journal Officiel